

Document

L'est libyen dans la lumière

(liberation.fr)

19 avril 2011

Par Edouard Launet, envoyé spécial à Benghazi

Dans la Libye insurgée, soit la moitié est du pays, l'électricité est désormais gratuite. Elle n'était déjà pas bien chère, le régime kadhafiste subventionnant le kWh au point de n'en faire payer au consommateur que le quart du coût de production. Mais, surtout, l'électricité reste abondante, ce qui, dans un pays en guerre, n'en finit pas de surprendre.

La France n'est pas pour rien dans ce petit miracle. L'an dernier, des techniciens de l'opérateur français Réseau de transport d'électricité (RTE) sont venus former leurs confrères à la gestion de réseaux endommagés, par exemple dans le cas où les parties est et ouest du réseau se retrouveraient coupées l'une de l'autre. A peine trois semaines après le départ des Français, c'est très exactement la situation que les insurgés ont eue à gérer.

«**Sereins**». «*Sans cette formation de RTE, je ne sais pas comment nous aurions pu réagir*», confesse Ashraf Zardoumi, directeur du centre de contrôle du réseau est-libyen, situé à une quinzaine de kilomètres au nord de Benghazi. Auparavant, tout le réseau était exploité depuis Syrte, dans l'Ouest. Il a donc fallu s'adapter et gérer l'approvisionnement par les cinq centrales de Cyrénaïque, de Tobrouk à Benghazi, cette dernière ville possédant le plus gros site du pays - la Benghazi North Power Plant - d'une capacité de 1 700 mégawatts en temps normal. Il faut aussi réparer régulièrement les lignes électriques endommagées sur le front, entre Brega et Ajdabiya. Car aujourd'hui, malgré les combats, ces deux villes restent alimentées par l'Est insurgé.

Sans courant, la zone deviendrait extrêmement vulnérable. Et ses habitants ne pourraient plus regarder Al-Jezira 24 heures sur 24. Autre coup de main tricolore : un bateau chargé de diesel français est venu il y a peu alimenter la Benghazi North Power Plant. Aucune défense aérienne n'est en vue autour de la centrale. «*Depuis l'instauration de la no-fly zone, nous sommes relativement sereins*», explique Hakim Layas, le directeur de la centrale, qui ne dit peut-être pas tout. Qu'une roquette tombe sur les lignes à haute tension partant de la centrale, et toute l'alimentation de l'est libyen se retrouve en carafe.

Marché noir. Les turbines à gaz exceptées, l'installation semble en tout cas fonctionner normalement. Depuis le début de la «révolution du 17 février», les 350 employés ont continué d'être payés, le premier mois par la compagnie électrique, puis par le Conseil national de transition (l'instance de direction des insurgés). La nuit, les installations de la North Power Plant tournent à régime réduit, et la combustion incomplète du diesel génère des émissions importantes de dioxyde de soufre. Dans ce pays peu habitué aux économies d'énergie vue l'abondance des hydrocarbures, les lumières sont allumées nuit et jour sans que personne ne s'en émeuve. La gratuité de l'électricité, faute de système de collecte depuis l'insurrection, y est pour beaucoup.

Le maintien de l'alimentation électrique permet aux téléphones mobiles de continuer à plus ou moins fonctionner. Seul un des deux opérateurs, Libyana, reste accessible et, comme l'électricité, il est devenu gratuit. Il faut juste réussir à se procurer une carte SIM, objet dont le prix ne cesse de grimper au marché noir. Le réseau ne fonctionne qu'en local, les liaisons avec l'ouest libyen et l'étranger étant coupées. En fin de journée, il a tendance à s'effondrer en raison d'un trop grand nombre d'appels. Mais, pour les insurgés, le plus sinistré reste le réseau Internet. Les très rares endroits de Benghazi disposant de liaisons satellites sont pris d'assaut, ce qui rend les connexions misérablement lentes.

Quant à la circulation automobile, elle va bien, merci. Le trafic reste dense, le litre d'essence étant au prix ridicule (surtout en temps de guerre) de 0,15 dinar (soit environ 8 centimes d'euro).

Mille personnes au moins, essentiellement des civils, ont été tuées depuis six semaines dans la ville rebelle et assiégée de Misrata (200 km à l'est de Tripoli), selon des sources médicales locales. Les combats auraient également fait plus de 3 000 blessés.